

L'armée suisse doit-elle revoir son contrat d'achat des F-35 américains? Des élus se questionnent

- 05.03.2025
- rts.ch / RTS Radio Télévision Suisse

Il y a trois ans, la Suisse signait un contrat avec le gouvernement américain pour l'achat de 36 avions de combat F-35, pour une somme de 6 milliards de francs. Les premières livraisons sont prévues en 2027. Mais aujourd'hui, cet accord est remis en question sous la Coupole, notamment en raison de l'incertitude autour de l'administration américaine dirigée par Donald Trump. D'autant plus qu'une enquête récente de la "NZZ am Sonntag" a révélé que le coût des avions pourrait augmenter de plus d'un milliard de francs, en contradiction avec le contrat initial. Réévaluation du projet Face à ces doutes, le conseiller national vert neuchâtelois Fabien Fivaz, sceptique de longue date sur l'achat d'avions de combat américains, a interpellé le Conseil fédéral.

Il plaide pour une réévaluation du projet. "Il faut faire une analyse juridique et financière, du point de vue de la sécurité. Il faut aussi peut-être regarder avec d'autres avionneurs quels sont les délais, quelles sont les possibilités et quels sont les risques. Et à ce moment-là, on pourra, si tous les éléments sont sur la table, savoir quelle est la meilleure décision pour la Suisse", souligne-t-il mardi dans Forum. La parole doit toujours être respectée.

J'espère que ce sera le cas Pascal Broulis, conseiller aux États PLR Pour d'autres, comme le conseiller aux États du Centre Charles Juillard, il n'y a pas lieu de s'alarmer pour l'instant. "J'ai l'impression que Monsieur Trump fait beaucoup de gesticulation actuellement. Quand on voit la décision qu'il a prise par rapport aux droits de douane avec ses deux voisins, le Canada et le Mexique, qu'il remet déjà en question aujourd'hui, nous n'avons aucune information concrète qui nous permettrait de dire qu'il faut changer notre fusil d'épaule. Il faut peut-être attendre quelque temps". Le conseiller aux États PLR Pascal Broulis insiste lui sur l'importance de respecter les engagements.

"A ma connaissance, le président Trump est un homme d'affaires. Or, une parole doit toujours être respectée. J'espère que ce sera le cas", souligne-t-il mercredi dans le 19h30. Il appelle également le Parlement à surveiller de près l'acquisition de l'avion de combat. >> Voir le sujet du 19h30 : Un plan B européen? De son côté, le conseiller national socialiste Pierre-Alain Fridez, auteur d'un livre sur l'acquisition des F-35, milite pour un rapprochement avec les voisins européens.

"Surtout dans l'ambiance actuelle où les États-Unis s'éloignent de plus en plus de nous. Travailler avec des pays voisins, en l'occurrence la France, serait beaucoup plus logique." Cette semaine, il a demandé la création d'une sous-commission spécifique sur le sujet, sans succès. L'alternative européenne, c'est le Rafale, mais il contient aussi des composants américains. Changer d'avion ne ferait donc pas de grande différence Thomas Hurter, pilote de chasse et conseiller national UDC Pour Fabien Fivaz, il s'agirait une opportunité stratégique.

"Aujourd'hui, les Européens veulent s'émanciper de leur grand frère américain, en créant une défense commune. La Suisse pourrait s'intégrer dans cette architecture-là." Un point de vue que ne partage pas Thomas Hurter, pilote de chasse et conseiller national UDC. Pour lui, un avion de combat européen n'est pas vraiment possible. "L'alternative européenne, c'est le Rafale, mais il contient aussi des composants américains.

Changer d'avion ne ferait donc pas de grande différence. Nous avons signé un contrat entre gouvernements, il faut s'y tenir. À moins d'aller vers les avions russes, ce qui est impensable." >> Voir aussi sur cette question l'interview d'André Kudelski : L'achat d'avions français avait déjà été

envisagé il y a cinq ans, avant que le Conseil fédéral ne se tourne définitivement vers les F-35 américains. Mais à l'approche des premières livraisons, le débat semble loin d'être clos.